



## **ARRÊTÉ**

portant autorisation environnementale d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** la demande présentée le 10 mars 2020 et complétée le 11 septembre 2020 par l'EARL MARCHAND DELAUNE, dont le siège social est situé au lieu « Beau Chêne », à Guitté en vue d'effectuer à Plouasne, au lieu-dit « La Ville Ory » :
- la restructuration d'un élevage porcin qui comprendra après projet un nouvel effectif de 3360 emplacements porcs de production de plus de 30 Kgs et 192 animaux équivalents avec la construction d'un bâtiment et d'une fosse de stockage ;
- Vu** la saisine de l'autorité environnementale le 24 septembre 2020 ;
- Vu** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 24 septembre 2020 ;
- Vu** la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 24 septembre 2020 ;
- Vu** la saisine de l'agence régionale de la santé le 24 septembre 2020 ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Guitté, Médréac(35), Saint Pern(35), Landujan(35), Le Quiou et Saint M'hervon(35) ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 janvier 2021 au 26 février 2021 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plouasne pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 10 mai 2021 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 mai 2021 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'élevage était soumis à autorisation ;

**Considérant** que la demande étant jugée comme une modification substantielle, celle-ci devait être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que la phase d'examen avait soulevé de nombreux points de la demande qui devaient être corrigés ;

**Considérant** que l'avenant reçu le 11 septembre 2020, apporte des réponses jugées conformes aux réserves des services ;

**Considérant** que les observations et remarques retranscrites lors de l'enquête publique, sont pour beaucoup opposées au projet ;

**Considérant** que le mémoire en réponse du pétitionnaire apporte des contre-arguments ;

**Considérant** l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

**Considérant** que les communes ont émis pour trois d'entre elles un avis favorable, une, un avis défavorable et que les autres sont sans avis ;

**Considérant** que le contrôle réalisé le 16 avril 2021, a montré le respect de la gestion des déjections vis-à-vis de la phase transitoire avant réalisation du projet, comme prévu dans l'avenant du 11 septembre 2020,

**Considérant** que la demande est conforme aux Meilleurs Techniques Disponibles ;

**Considérant** que les éléments du dossier complétés des avenants sont jugés conformes ;

**Considérant** qu'une erreur s'est glissée dans les articles 2, paragraphe 2.3 et 3 paragraphe 3.2 ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 est abrogé.

L'EARL MARCHAND DELAUNE ci-après dénommée l'éleveur, domiciliée à GUITTE au lieu dit « Beau Chêne » est autorisée à exploiter à PLOUASNE au lieu dit « La Ville Ory », sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un élevage porcin, dont la capacité maximale de 3360 emplacements de porcs de production de plus de 30 kgs et de 192 Animaux Equivalents.

### **Article 2 : Nature des installations**

#### **2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Alinéa	A, E, D,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	3360	Emplacements
2102	2)	D	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux-équivalents	De 50 à 450 animaux-équivalents	Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE Porcelet sevré = 0,2 AE	192	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

## 2.2 - Situation de l'établissement :

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
PLOUASNE	PORCS	C	355, 356, 937, 953, 954, 955, 956, 957, 795

## 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents/ Emplacements	Effectif maximum en présence simultanée sur lisier	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies) sur lisier
Porcs charcutiers (>30kg)	3360	3360	10200
Porcelets	192	960	6240

## 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 : Prescription Meilleures Techniques Disponibles

### 3.1. - Rubrique principale sur les MTD

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

**« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »**

### 3.2. - Niveaux d'émissions associés aux MTD :

La mise en œuvre des MTD consiste à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Dans ce cadre, les exploitants doivent mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles suivantes ;

Le laveur d'air doit être mis en service sur le bâtiment P8 et le bâtiment P9.

La fosse de stockage de lisier, identifiée FO3, doit être couverte.

## **Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs**

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

## **Article 5 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité**

5.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

5.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

5.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

5.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

## **Article 6 : Désaffectation et déconstruction**

L'arrêt des ateliers :

- P1 pour 86 places de maternité et 335 places gestantes,
  - P2 et P3 pour 976 places de post sevrage,
  - P4, P5, P6 et P6 pour 280 places de post sevrage et 2101 places engraissement,
- sur le site « La Ville Ory » à PLOUASNE doit être effectif, dès que le projet d'extension est réalisé sur le même site.

Dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation de cet atelier de post sevrage:

- Les bâtiments P4, P5 et P6 doivent être déconstruits,
- Les bâtiments P1, P2, P3 et P7 doivent être désaffectés,
- La fosse de stockage de lisiers FO1 doit être désaffectée.

Dans ce cadre, l'exploitant doit veiller à ce qu'il ne se manifeste aucun danger sur le site d'exploitation, en particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.
- les éventuelles cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

## Article 7 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par puits prévu sur la parcelle C502 un volume annuel brut de 7 957 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux

Ce puits doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## Article 8 : Prescriptions en matière de conduite de l'exploitation avant la réalisation du projet d'extension

8.1. - La production animale annuelle est limitée, dès la signature du présent arrêté dans le dimensionnement suivant :

Type de production	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies) sur lisier
Porcs charcutiers (>30kg)	7800
Porcelets	8000
Truies, verrats, cochettes saillies	250

8.2. - Modalités de levée de cette prescription

La levée de la limitation de la production fixée par l'article 6.1 n'est effective qu'après la réalisation de projet d'extension définit dans le présent arrêté.

## Article 9 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## Article 10 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plouasne pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plouasne pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

## Article 11 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 12 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Plouasne et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Guitté, Médréac(35), Saint Pern(35), Landujan(35) Le Quiou et Saint M'hervon(35).

Saint-Brieuc, le

30 JUIN 2021

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Béatrice Obara